

Pendant que les salariés doivent se serrer la ceinture, Renault sort le grand jeu à la soirée VIP du Salon de l'Auto

l'étincelle*

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 28 octobre 2014

Pour un "big bang" de la colère sociale

5 128 200 : c'est le nombre officiel de chômeurs en France métropolitaine en septembre, dont 3 432 500 sans aucune activité. La courbe ne « s'inverse » pas. C'est le contraire qui aurait été étonnant, vu que les patrons continuent de licencier en dépit des prétendus efforts du gouvernement, qui consistent avant tout à leur donner toujours plus.

De la révolte dans l'air

Des efforts contre le chômage et la pauvreté, c'est du côté des travailleurs qu'il faut les chercher. Comme en Bretagne où les salariés des abattoirs Gad sont victimes d'un nouveau plan de licenciements.

Des salariés de Gad traités « comme du bétail », selon le témoignage de l'une d'entre eux, par un repreneur qui leur a fait faire la queue pour annoncer aux uns qu'ils étaient repris, et aux autres qu'ils étaient virés.

Dans la petite ville de La Châtre, dans l'Indre, il y avait plus de manifestants (6 à 7 000) que d'habitants, autour des ouvriers de l'usine Fenwal, menacés par un plan de licenciements qui supprimerait les trois quarts des effectifs. Le groupe Fresenius, qui les emploie, fait plus de vingt milliards de chiffre d'affaires. Il est vrai que la production de cette usine – des poches de sang pour les transfusions – est plus utile à la population que rentable aux yeux des actionnaires.

Mais plutôt que de s'émouvoir du sort de ces travailleurs, c'est sur le défunt patron de Total, Christophe de Margerie, que le gouvernement a versé de grosses larmes.

Le big bang social du MEDEF

« Soyons honnêtes : nous sommes en échec » a déclaré François Rebsamen, le ministre du travail, au vu des chiffres du chômage. Alors que propose-t-il ?

En plus des baisses d'impôts pour le patronat, de nouveaux « contrats aidés », autrement dit encore de l'argent offert aux exploiters. Ce qui leur permettrait, paraît-il, d'embaucher 50 000 personnes l'an prochain : à comparer aux 50 000 chômeurs supplémentaires enregistrés, toutes catégories confondues, pour le seul mois de septembre !

Faut-il vraiment, comme Rebsamen, parler d'un « échec » ? Car il bosse dur, le gouvernement... pour le compte de ceux qui licencient.

Non content d'avoir fait voter des milliards d'économies dans le budget de la Sécurité sociale, voilà que Valls prétend s'inspirer de la nouvelle mascotte du patronat, Jean Tirole. Le tout frais prix Nobel d'économie défend l'idée d'un « contrat unique » en remplacement des CDI et des CDD actuels, qui permettrait aux patrons d'employer des salariés pour une durée indéterminée... pour les licencier quand bon leur semblera.

C'est cette politique anti-ouvrière, réclamée par le Medef à cor et à cri, qu'un autre économiste, comme le rapporte le *Journal du dimanche*, ose appeler un « big bang social » : une véritable guerre de classe contre les travailleurs.

De Londres à Rome ou à Paris, faisons exploser notre colère

Hollande peut bien se poser en victime de l'Europe quand la Commission européenne lui demande de réduire ses déficits publics. C'est lui, en France, qui mène la guerre aux classes populaires.

Comme le fait le gouvernement italien, qui s'attaque aux dispositions légales qui permettent aux salariés de contester leur licenciement. Ou le gouvernement britannique qui bloque les salaires des fonctionnaires et force près d'un million et demi de travailleurs à vivre l'enfer des « contrats zéro heure », qui les rendent corvéables à merci.

À Londres comme à Rome, des centaines de milliers de travailleurs sont descendus dans la rue ces deux dernières semaines.

Unir nos combats, en France comme au-delà des frontières, c'est la seule voie que nous laissent ces grands amis des riches.

Regroupement ou déclin des ingénieries ?

Depuis le début de l'année 2014, 234 salariés de Guyancourt sont partis en Dispense d'Activité ou en Période de Mobilité Externe, 165 en retraite, et seulement 19 ont été embauchés en CDI. Résultat : 9277 salariés Renault étaient inscrits aux effectifs de l'établissement en septembre 2014, soit - 9,7 % en deux ans. L'arrivée des collègues de Rueil masque en fait une baisse générale des effectifs.

Profits vs emploi et conditions de travail

Grâce à l'accord de compétitivité et au Crédit Impôt Compétitivité Emploi, « *c'est une des premières fois dans l'histoire de Renault en France que le coût de la main d'œuvre baisse d'une année à une autre* », se félicite dans la presse Jean Agulhon, le DRH France de Renault. Les salariés s'en sont rendu compte : augmentation du temps de travail dans les usines, intensification du travail, salaires et embauches bloqués... Les gagnants, ce sont les actionnaires.

Quand la qualité dépend de la quantité

Dans le cadre de l'amélioration de la Qualité de Vie au Travail (QVT), le comité de direction de la DQ (Direction de la Qualité) a décidé de nouvelles règles de travail : pas de réunion avant 8h ni après 18h (15h le vendredi), une heure sans réunion entre 11h30 et 14h afin de garantir une plage déjeuner, et plus d'envoi de mails entre 20h30 et 7h, ni le week-end. Pourquoi pas. Mais cela ne changera rien à la surcharge de travail. Dans cette direction, on doit pourtant savoir que pour faire de la qualité, il faut s'attaquer aux causes, et pas aux symptômes.

La croisière s'amuse

Renault a invité 3000 personnes à une soirée VIP au Mondial de l'Automobile. Avec en vedette la princesse de Savoie Clotilde Coureau, les actrices Emmanuelle Béart et Julie Gayet, Tony Parker ou encore Gérard Depardieu et Christian Clavier. Coût de la soirée : inconnu. Bien sûr, les salariés n'étaient pas invités. Tous ces people sont « ambassadeurs de la marque » : Renault leur donne des voitures pour qu'ils en fassent la pub. Depardieu a posé pour la photo avec Ghosn, mais a quand même lâché en aparté : « *Moi, les bagnoles j'm'en fous, j'roule en moto* ». Sauf quand elles sont gratos, hein Gégé ?

Mauvais coup de poker pour Parker

Un autre « ambassadeur de la marque » trempe en eaux saumâtres : Tony Parker a dû annuler un tournoi de poker caritatif à la suite d'une perquisition dans un club de poker des Champs Elysées qu'il affectionne, et à l'arrestation de ses deux dirigeants, soupçonnés de liens avec le banditisme. Ça fait mauvais genre...

Du pain et des jeux

Pour fêter ses 15 ans, l'Alliance Renault-Nissan organise un « Grand Jeu », dont l'objectif est de tester nos connaissances sur l'Alliance. Les gagnants remporteront un voyage en Inde. Méfiance : la direction est capable de leur demander un rapport sur le marché indien. Pendant ce temps-là, la direction prépare une nouvelle réorganisation visant à augmenter les synergies Renault/Nissan. Mais là, quand ça devient sérieux, il n'y a plus de com'.

Repousser pour ne pas mieux sauter

Remplir le dossier de la mutuelle et les dispenses d'adhésion est un pensum dont on se passerait bien. Il faut faire la queue à l'antenne de la mutuelle de la Ruche. Le report de la date de dépôt des dossiers ne change rien : le caractère obligatoire ne passe pas.

Lave ton linge sale, mais pas en famille

Cofely veut supprimer la prime de salissure de 40 € par mois, versée à ceux de la maintenance du Technocentre qui doivent nettoyer eux-mêmes leurs vêtements de travail. En échange, Cofely fournira une carte de pressing, à utiliser dans certains pressings et pour quelques lavages seulement. C'est sûr : Cofely va se spécialiser dans l'essorage des salaires... si on laisse faire !

Salariés et sécurité low-cost

Renault, Samsic et Seris se sont entendus sur le dos des salariés pour imposer des contrats de travail moins favorables lors de la reprise de la Sécurité par Seris. Une vingtaine de salariés Samsic ne veut pas de ces contrats Seris. Et ceux qui ont signé, l'ont fait faute de choix et sous la pression. Un vrai gâchis.

CEF : Renault de nouveau condamné

Renault débitait notre ancien Compte Epargne Formation (CEF) en toute illégalité. C'est ce que les Prud'hommes viennent de nouveau de confirmer en donnant raison à 9 salariés de Lardy. Renault a été condamné à recréditer des heures débitées du CEF illégalement, et qui devront être transformées en congés. La création du CEF en 1999 avait permis à Renault de donner moins de jours de RTT que le passage aux 35h l'y obligeait. Renault a supprimé le CEF en juillet 2013. Plusieurs procès et la résistance de nombreux salariés n'y sont pas étrangers.

Amiante assassin, Renault complice

La veuve d'Eric Cavé, salarié de Renault Rueil mort en 2010 à 53 ans d'un cancer broncho-pulmonaire, a obtenu la condamnation de Renault pour faute inexcusable. Le tribunal a jugé que Renault avait exposé son mari à l'amiante sans les précautions nécessaires. Une justice indulgente : sa veuve recevra 90000 € de dommages et intérêts. Pas cher payé.